

À l'approche du compte à rebours géostratégique

par Alastair Crooke.

Le bloc occidental est confronté à de graves remises en cause de l'équilibre géostratégique qui favorisait ses intérêts. D'autres parties, comme la Chine, l'Iran et la Russie, sont encouragées à tracer chaque jour davantage de lignes rouges à mesure que la situation évolue en leur faveur.

Le premier cycle de négociations à Vienne sous l'égide du JCPOA, soutenu par une importante équipe de négociateurs iraniens, a donné peu de surprises à quiconque a écouté ce que l'administration Raïssi a dit si clairement ces derniers mois. Le négociateur en chef iranien, Ali Bagheri-Kani, a présenté deux projets pour examen ultérieur lors de cette session et des sessions suivantes, et a promis un nouveau projet à son retour de Téhéran en milieu de semaine.

Le changement clé ici renvoie à la déclaration postélectorale de Raïssi : le JCPOA n'est pas sa première priorité. Son administration regarde désormais vers l'est, vers un nouveau cadre stratégique pour l'Iran. L'implication immédiate pour Vienne a donc été de réaffirmer la priorité des intérêts purement iraniens. Cette première session a révélé que la nouvelle administration iranienne n'est pas une rotation « Tweedledum » de deux factions politiques opposées, mais globalement similaires, mais qu'elle marque un changement radical de leitkultur (qui renvoie à la vitalité et à l'éthique des premières années qui ont suivi 1979).

Il semble néanmoins que les Européens (les E3) aient été quelque peu surpris, car ils pensaient peut-être que les menaces américaines de sanctions paralysantes, la perspective que l'Europe se joigne à ces sanctions en cas d'échec des

négociations et l'avertissement des E3 qu'Israël se préparait à frapper l'Iran tempérait la main iranienne à Vienne. Il n'en a rien été. L'équipe iranienne croit clairement qu'elle participe maintenant en position d'avantage.

Les négociateurs de l'E3 (France, Allemagne et Royaume-Uni) ont dit (en totale coordination avec les États-Unis) à l'équipe iranienne que les propositions initiales qu'ils ont présentées cette semaine étaient « *peu sérieuses et inacceptables* », a rapporté plus tard un diplomate de l'E3. Il a qualifié le projet d'allègement des sanctions d'extrême et de maximaliste, les Iraniens ayant augmenté leurs exigences par rapport au projet obtenu en juin dernier avec l'équipe de Rouhani. Le deuxième projet sur les mesures nucléaires iraniennes était également très « *dur* », a noté le diplomate européen, expliquant que les Iraniens avaient supprimé toutes les clauses de compromis convenues précédemment sur les mesures qu'ils prendront pour réduire leur programme nucléaire.

Que se passe-t-il ? Eh bien, il s'agit certainement de quelque chose de très vaste, qui va bien au-delà des pourparlers de Vienne. L'Iran a simplement énoncé ses « *lignes rouges* » : Aucune discussion sur les missiles balistiques iraniens ; aucune discussion sur le rôle régional de l'Iran ; et aucun gel de l'enrichissement, tant que le mécanisme de levée des sanctions et de garantie de leur non-réapparition n'est pas convenu – un retour au cadre initial de l'accord de 2015.

L'Iran exige des garanties contraignantes que les sanctions ne seront pas réimposées de manière arbitraire, que la normalisation du commerce ne sera pas à nouveau entravée de manière informelle contrairement aux termes de l'accord, comme cela s'est produit sous Obama (le Département du Trésor américain a mené sa propre politique anti-commerciale, en désaccord avec celle de la Maison Blanche), et que toutes les sanctions doivent être levées.

Ce qu'il faut noter ici, c'est le contexte. L'importance de ces pourparlers de Vienne réside dans leur contexte plus large. Il convient de noter que la position iranienne est presque identique, dans son contenu, à celle énoncée par la Russie à l'égard des États-Unis en ce qui concerne l'Ukraine : La demande de Poutine à Washington est que les intérêts et les « lignes rouges » de la Russie soient officiellement reconnus et acceptés ; que des accords juridiquement contraignants soient conclus en ce qui concerne la sécurité de la Russie en Europe orientale ; et l'exigence absolue d'une interdiction de tout nouvel empiètement de l'OTAN à l'Est, ainsi qu'un veto sur toute infrastructure de l'OTAN exportée en Ukraine.

Le président Poutine a également averti que tout empiètement des infrastructures ou des forces de l'OTAN en Ukraine ne serait pas autorisé et que la Russie prendrait des mesures décisives pour l'empêcher. De même, l'Iran a déclaré explicitement que toute attaque israélienne contre ses installations nucléaires ne serait pas tolérée. Elle entraînerait la destruction par l'Iran des infrastructures vitales israéliennes sur toute l'étendue d'Israël.

Et la position de l'Iran et de la Russie est identique à celle de la Chine à l'égard de Taïwan. Le président Xi l'a clairement indiqué lors du sommet virtuel qu'il a tenu avec Biden le 15 novembre. Xi a prévenu que toute tentative de sécession de Taïwan ne serait pas autorisée et qu'elle serait suivie d'une réponse militaire. Comme le [note](#) judicieusement Anatol Lieven, cela aurait de graves conséquences stratégiques : « Outre les dommages économiques mondiaux qui résulteraient d'une guerre en Ukraine et la façon dont la Chine tirerait parti d'une telle crise, l'Occident a une très forte raison d'éviter une nouvelle guerre : il serait perdant ». Lieven poursuit : « Cela risquerait également de devenir une guerre mondiale ; car il est pratiquement certain que la Chine exploiterait une guerre entre les États-Unis et la Russie, menaçant ainsi les États-Unis du risque de deux guerres

simultanées – et d'une défaite dans les deux ».

C'est très nouveau : en géopolitique, des coïncidences de cette nature ne se produisent pas spontanément. Il est évident que les trois puissances sont stratégiquement coordonnées – politiquement et probablement aussi militairement.

Les États occidentaux sont stupéfaits : C'est la première fois que d'autres leur dictent leur conduite, définissent leurs lignes rouges – au lieu de recevoir des instructions sur les lignes rouges américaines. Ils sont déconcertés et ne savent pas quoi faire.

Pour l'instant, ils répètent les bromures habituels sur « toutes les options sont sur la table », sur les sanctions paralysantes et sur la formation d'une coalition internationale pour faire pression et s'opposer à ce non-respect. En ce qui concerne la Russie, Biden envisagerait des actions de type « option nucléaire » contre Moscou, au cas où elle lancerait une offensive militaire contre l'Ukraine – notamment l'expulsion de la Russie du système de compensation financière SWIFT et une action contre la dette souveraine russe.

Les États occidentaux savent néanmoins qu'ils ont la main faible. La Russie a commencé à se préparer à de telles actions punitives en 2014, lorsque les États-Unis ont joué pour la première fois la carte SWIFT contre la Suisse (pour obliger les banques suisses à divulguer les détails de leurs clients américains). Et l'Iran aussi a tranquillement préparé sa dissuasion conventionnelle au cours de la dernière décennie.

Cet axe ne craint pas les États-Unis. En effet, ils savent que l'équilibre stratégique a tourné en leur faveur. Ce qu'ils craignent, en revanche, c'est que la polarisation et la désintégration politiques aux États-Unis n'amènent leur establishment affaibli à préférer une crise de diversion à une tentative de réinitialisation stratégique (car tout compromis

avec Poutine serait dépeint comme une « faiblesse » de Biden).

Étant donné que la crise ukrainienne est instable d'un point de vue systémique et qu'elle éclatera (d'une manière ou d'une autre) dans les mois à venir (peut-être plus tôt que les autres questions explosives), l'appel vidéo entre Biden et Poutine cette semaine constitue un moment décisif (qu'il débouche ou non sur des résultats substantiels). La question de Taïwan et le JCPOA, étant liés par un fil conducteur – dans une certaine mesure – sont suspendus à son issue.

Une réinitialisation stratégique ne sera toutefois pas facile. L'Occident s'est engagé dans une guerre des mêmes (il gagne sur le plan rhétorique et politique, tout en perdant du terrain sur le plan stratégique), coupé qu'il est de la *realpolitik* pratique, ce qui rend une Réinitialisation d'autant plus difficile. Tout compromis sur la thèse selon laquelle la Russie ne peut pas avoir ses propres lignes rouges, ne peut pas décider de l'adhésion ou non de l'Ukraine à l'OTAN, ni déterminer où l'OTAN installe ses missiles et ses armes nucléaires, risque de faire passer Biden pour un faible. Les républicains ont déjà accusé de manière préventive ce qu'ils appellent la « faiblesse » de Biden d'avoir encouragé un « *aventurisme dangereux* » de la part de Moscou.

Ainsi a peut-être commencé le compte à rebours vers un nouvel équilibre géostratégique entre les deux axes – et finalement, la paix ou la guerre.

source : <https://english.almayadeen.net>

traduit par [Réseau International](#)